

Les Malagasy le 7 février 2009 - 1/1

Plusieurs Malgache ont perdu la vie se jour-là...

Durant les premiers mois de l'année 2009, de violentes manifestations organisées contre le président Marc Ravalomanana, accusé de diriger le pays avec autoritarisme et de gaspiller l'argent public, provoquent la mort d'une centaine de personnes. La contestation culmine en mars lorsque Andry Rajoelina, maire d'Antananarivo destitué en février, qui dirige l'opposition contre le président Ravalomanana, obtient le soutien de l'armée et organise un coup d'État. Le président démissionne le 17 mars et remet le pouvoir à l'armée, avant de s'enfuir sur le continent africain. Le "directoire militaire" transfère quelques heures plus tard le pouvoir à Andry Rajoelina, qui est investi à la tête de l'État. La communauté internationale refuse de reconnaître le nouveau gouvernement, considéré comme illégitime ; Madagascar est exclu des instances de l'Union africaine et de la Communauté de développement de l'Afrique australe. En août, un groupe de médiateurs internationaux dirigé par l'ancien président du Mozambique Joaquim Chissano rencontre les quatre leaders malgaches – Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana ainsi que leurs prédécesseurs, Didier Ratsiraka et Albert Zafy – à Maputo (Mozambique). Un accord de partage du pouvoir est conclu le 9 août ; il met en place un gouvernement d'union nationale jusqu'à l'organisation, dans quinze mois au maximum, d'élections législatives et présidentielle. Marc Ravalomanana, reconnu coupable d'abus de pouvoir en juin, est amnistié. Les quatre dirigeants malgaches se réunissent de nouveau à la fin du mois d'août afin de distribuer les portefeuilles ministériels, mais ils ne parviennent pas à se mettre d'accord. Andry Rajoelina nomme alors unilatéralement un gouvernement d'union nationale et conserve la présidence, mais ses actions suscitent de nombreuses critiques. De nouvelles négociations s'ouvrent et, le 6 octobre, un accord sur la répartition des postes ministériels du nouveau gouvernement est conclu. Andry Rajoelina peut rester à la tête de l'État s'il ne se présente pas à la prochaine élection présidentielle. Un mois plus tard, à l'issue d'un nouvel accord, Andry Rajoelina est confirmé à son poste – il doit être assisté de deux co-présidents issus des autres mouvances politiques –, de même que le Premier ministre Eugène Mangalaza, qui avait été désigné par consensus en octobre. Cependant, le 20 décembre, Andry Rajoelina rompt l'accord de sortie de crise en nommant par décret un colonel à la tête du gouvernement et en annonçant l'organisation d'élections législatives d'ici au 20 mars 2010.

L'économie de la Grande Île souffre de la crise politique, et plus particulièrement le secteur du tourisme, tandis que le chômage augmente rapidement. Je suis témoin de toute cette tuerie; j'étais présent lors de cette tuerie; j'étais là au moment ou les solda en tiré sur nous. A vous cher amis je vous demande de m'aide car pendant cette fusillade une balle réel a traversé ma main. Je vous remercie de votre attention